

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1397

Rubrik: Médias

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La classe moyenne caressée dans le sens du poil

Du manifeste Blair-Schröder au dernier discours de Jospin, la classe moyenne est l'objet de toutes les attentions. Ce n'est peut-être pas nouveau, car elle est le nombre.

Mais le phénomène a, aujourd'hui, des accents particuliers, en Suisse notamment. Pourquoi?

JE NE SAIS s'il existe une définition sociologique rigoureuse de la classe moyenne. Empiriquement on en devine le profil: de l'ouvrier qualifié au cadre subalterne, les ménages à double gain où la femme travaille souvent à temps partiel. La classe moyenne, qui dispose de revenus qui la mettent hors de portée des aides ciblées de l'État, découvre et la lourdeur du financement des assurances sociales et le poids de la fiscalité directe. L'écart entre le revenu brut et le revenu net est élevé. Il est dès lors facile, politiquement et électoralement, de lui faire espérer une baisse de ces prélèvements présentés comme excessifs. Sous la pression de l'UDC, c'est le sujet premier, en Suisse, à la veille des élections parlementaires: qu'on songe au moratoire des radicaux, au programme fiscal du PDC, à plusieurs révisions des lois cantonales, à l'initiative libérale genevoise pour une baisse des impôts (lire l'article en page trois)! Pourquoi cette concordance?

Le poids démographique

Dans les années 70, au nom de la classe moyenne, se sont menés d'autres combats offensifs. Se souvient-on encore des initiatives fiscales, la première partie de Bâle-Campagne, préconisant avec succès des augmentations, parfois même excessives, de l'impôt sur la fortune? Dans le même mouvement était réclamée une ouverture plus large de l'Université; les assurances sociales se mettaient progressivement en place. C'était l'esprit de ce que l'on a appelé les Trente Glorieuses. Ce qui a changé depuis, c'est l'évolution démographique et le coût qu'elle entraîne dans tous ses aspects. D'abord celui des retraites, mais aussi celui des formations longues. Et encore le fait que progressivement les travailleurs étrangers, qui furent pendant longtemps des cotisants arrivés prêts à l'emploi, bénéficient des retraites auxquelles ils ont droit. Enfin l'évolution inéluctable des coûts médicaux ou encore ceux, sociaux, générés par une société qui connaît l'exclusion.

Ces coûts nouveaux ont été clairement identifiés. Les projections des experts d'Ida FiSo 1 et d'Ida FiSo 2 sont connues et incontestables pour l'essentiel.

La grande tromperie des campagnes électoralistes sur les dépenses publiques, c'est de faire croire que la croissance des coûts liés à la démographie est une croissance dépensière, comme s'il était possible avec plus de rigueur d'en faire l'économie.

L'enjeu véritable de la fiscalité

Une fois la réalité reconnue et non pas masquée, pourrait s'ouvrir le vrai débat du financement. Quelques points d'accrochage. Il est vrai que la Suisse cumule une fiscalité directe forte et un financement inéquitable de l'assurance maladie. La fiscalité indirecte y est faible et son augmentation ne correspondrait pas nécessairement à une diminution du pouvoir d'achat; dans la mesure où le renchérissement provoqué est compensé par l'amélioration des salaires et dans la mesure où la TVA n'est pas totalement répercutée par les producteurs et les vendeurs. Il faut aussi poser une question iconoclaste: la classe âgée, au fur et à mesure que se font sentir les effets du second pilier, est souvent dans une situation confortable. Doit-elle donc être exonérée de tout financement des assurances sociales?

La démagogie, dont les partis gouvernementaux prennent la responsabilité pour mieux caresser la classe moyenne, élude le débat de fond et rendra difficile dans le futur les solutions, quelles qu'elles soient. *ag*

Médias

LE GROUPE MÉDIATIQUE bernois Berner Tagblatt Medien AG (BTM) manifeste une volonté toujours plus claire de dominer la partie alémanique de l'Espace Mittelland. Après avoir lancé le bihebdomadaire *Tagblatt für die Stadt Bern*, devenu récemment le journal qui se lit en vingt minutes (*Zwanzig Minutenzeitung*), il a acheté l'hebdomadaire gratuit *Berner Bär* et le doyen des journaux fribourgeois, le *Murtenbieter*, bihebdomadaire paraissant à Morat. *cfp*